

Germanopratinophobie

[Riss](#)

[Directeur de la rédaction](#)

L'éviction brutale d'Olivier Nora des éditions Grasset par Vincent Bolloré a révélé à quel point l'indépendance de l'esprit est dépendante de l'argent. Comment avoir les moyens de s'exprimer librement sans devoir rien à quiconque, pas même au propriétaire de la structure qui édite, imprime et diffuse ses livres ? Trois cents auteurs ont réclamé la création d'une clause de conscience qui permettrait à un écrivain de rompre son contrat avec sa maison d'édition si celle-ci changeait de ligne éditoriale. Elle existe déjà dans la presse, alors pourquoi pas dans l'édition ?

Tout cela peut sembler très éloigné des inquiétudes des Français, qui ont les yeux rivés sur le prix du litre d'essence à la pompe. Des préoccupations germanopratinophobes ? « Germanopratinophobie », ce n'est pas tous les jours qu'on a l'occasion d'écrire ce mot, alors j'en profite. L'indépendance de nos écrivains vis-à-vis des propriétaires de leur maison d'édition n'est pas si éloignée de celle de nos automobilistes vis-à-vis des producteurs de barils de brut. Le carburant de nos bagnoles est entre les mains des Gardiens de la révolution islamique, et les petites cellules grises de nos romanciers, entre celles de l'ayatollah Bolloré. Nos libertés fondamentales, comme circuler en voiture ou publier nos opinions, ne tiennent qu'à un fil. Inquiets, les auteurs et les automobilistes demandent l'aide de l'État : en créant cette clause de conscience pour les uns, en renonçant aux taxes sur l'essence pour les autres. L'État, sauveur des petites gens et des grands noms de la littérature. Ce n'est pas bon signe : quand on lui demande protection, c'est qu'on se sent en danger.

Avec cette clause, les auteurs espèrent pouvoir quitter un éditeur qui leur déplairait. Mais elle ne leur garantirait pas d'en dénicher un qui leur conviendrait. Car si des groupes comme celui de Bolloré continuent de racheter des maisons d'édition, des chaînes de télévision et des journaux, les espaces de liberté vont fondre comme neige au soleil, et les écrivains et les journalistes vont se retrouver comme un troupeau d'ours blancs à l'étroit sur un bout de banquise trop petit pour les accueillir tous.

Soumise à l'humeur des actionnaires

Pour Bolloré, ce microcosme littéraire n'est qu'une « *petite caste qui se croit au-dessus de tout et de tous* ». On pourrait en dire autant des patrons du CAC 40 dont il est un beau spécimen. Il ajoute que « *Grasset continuera* » avec de « *nouveaux auteurs* ». Ce qui n'est pas faux : si demain Bolloré se fait écraser par un semi-remorque en sortant de chez lui, son groupe continuera sans lui, mais avec un nouveau P-DG. Car les patrons, c'est plus facile à trouver que les bons écrivains.

La liberté d'expression est garantie par la Constitution, mais sa mise en œuvre est laissée à la discrétion du marché. Une contradiction insoluble, sauf à autoriser l'État à intervenir en votant des lois antitrust. Le même problème se pose à la presse, confrontée à une baisse drastique des ventes du papier, que le numérique n'a pas réussi à compenser. L'indépendance intellectuelle des maisons d'édition et des journaux n'a jamais été aussi fragile, car elle est

totallement soumise à l'humeur de leur actionnaire majoritaire. Il peut ne jamais intervenir sur la ligne éditoriale des publications qu'il possède pendant des années et, du jour au lendemain, comme Bolloré, virer tous ceux qui ne lui conviennent pas.

La démocratie est non seulement déstabilisée sur le plan international par des puissances comme la Chine, la Russie, ou par des idéologies totalitaires comme l'islamisme, mais elle est aussi attaquée de l'intérieur par des tyrans économiques qui décapitent sur la place publique les hérétiques et les mécréants. L'affaire Grasset, une affaire pas si germanopratine que ça.